

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2498)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 502

présenté par

M. Le Fur, M. Aboud, Mme Dalloz, M. de Rocca Serra, M. Decool, M. Fenech, M. Gilard,
M. Gosselin, Mme Louwagie, M. Marlin, M. Morel-A-L'Huissier, M. Perrut, M. Poisson,
M. Straumann, M. Verchère et M. Vitel

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 26, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 512-2-1 du code de l'environnement, il est inséré un article L. 512-2-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 512-2-2.* – Pour les installations d'élevage, l'autorisation prévue par l'article L. 512-1 et l'autorisation simplifiée prévue par l'article L. 512-7 du présent code accordée par le représentant de l'État dans le département valent également permis de construire ou déclaration préalable au titre des articles L. 421-1 et L. 421-4 du code de l'urbanisme, permis de démolir au titre de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme, permis d'aménager au titre de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, autorisation du contrôle des structures des exploitations agricoles au titre des articles L. 331-1 et L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime, et toute autre autorisation nécessaire au titre d'une autre législation nécessaire au regard de la situation de l'élevage.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objectif de fusionner les différentes procédures d'autorisation (permis de construire + ICPE + Contrôle des structures + SAFER) afin d'accorder une autorisation unique pour un projet d'élevage.